

## Contenus //

Annonces //	1
Notre mission //	2
Plaidoyer & Sensibilisation //	2
Litige //	4
Réglementation //	5
Projets & Recherche //	6
Programme de stage d'été //	8
Présentations de l'équipe //	8

## Stagiaires de l'été 2012 à CIPPIC



De gauche à droite: Robert Vitulano, Laura Crestohl, Ken Dunham, Laurie Birbilas (Google Policy Fellow), Thomas Gagnon-Van Leeuwen Kent Mewhort (Avocat conseil) & Paul Holden

Visitez notre site internet: <http://cippic.ca>  
Contactez nous à [cippic@uottawa.ca](mailto:cippic@uottawa.ca)

## Annonces //

### CIPPIC en pleine expansion!

Kent Mewhort a joint CIPPIC comme deuxième avocat conseil après avoir complété avec succès ses articles. En tant qu'avocat conseil, Kent va se concentrer sur les données/octroi de licences, droit d'auteur, accès au savoir et la liberté des activités d'informations. Il est aussi Chef de projets légaux et travaille avec Creative Commons Canada.

### 2012 Stage d'intérêt public

CIPPIC est heureux d'annoncer qu'Alex Cooke s'est joint à nous comme Stagiaire d'intérêt public pour 2012. Le stage d'intérêt public est rendu possible grâce au support de la Fondation du droit de l'Ontario.

### Google Policy Fellowship

Pour la quatrième année consécutive, CIPPIC rejoint plusieurs organisations dans l'Amérique du Nord comme hôte pour un Google Policy Fellow. Laurie Birbilas, notre policy fellow pour 2012, a joint nos autres stagiaires d'été à CIPPIC et a travaillé sur des problèmes souvent complexes et exigeants tel que la nature des politiques de la vie privée et l'application de la protection du droit d'auteur des codes postaux.

### Notre nouvelle Assistante administrative

CIPPIC a souhaité la bienvenue à Maria Paulina Garcia comme notre nouveau membre de l'équipe. Paulina s'est jointe à nous comme nouvelle Assistante Administrative et Financière et elle est également responsable pour le moral de bureau.

## Notre mission //

### Qui nous sommes et ce que nous faisons.

CIPPIC est une Clinique d'intérêt public et de politique basée au Centre pour le droit, la technologie et la société de l'Université d'Ottawa. L'équipe permanente de CIPPIC consiste du Directeur (David Fewer), un avocat conseil (Tamir Israel) et d'un Assistant administratif. Également, CIPPIC bénéficie de l'assistance d'un stagiaire. CIPPIC fut extrêmement chanceux d'avoir Lori-Ann Wanlin et Oline Twiss de nous avoir jointes pour les années 2009-2010 & 2010-2011 dans le cadre des Bourses d'études sur les questions d'intérêts publics de la FDO.

La mission de CIPPIC est d'être un des défenseurs des politiques de l'intérêt public pour tous ce qui découlent de la loi et de la technologie. En poursuivant cet objectif nous désirons participer dans les débats entourant les procédures pour nous assurer que le point de vue de l'intérêt public reçoit les considérations adéquates. Nos activités nous emmènent régulièrement devant la Cour, les comités parlementaires, les organismes de réglementation, les forums de la gouvernance de l'internet. Nous participons également dans les campagnes de sensibilisation des medias et d'éducation.

CIPPIC se finance à partir des subventions de recherche, bourses et de dons pour son fonctionnement quotidien. Si vous désirez faire un don vous n'avez qu'à cliquer ici: <http://www.cippic.ca/donate> ou de nous envoyer un courriel à [cippic@uottawa.ca](mailto:cippic@uottawa.ca)

## Plaidoyer & Sensibilisation //

### Accès Légal & Espionnage en ligne

CIPPIC, avec OpenMedia.ca, a été le fer de lance de la coalition 'Stop Online Spying'. L'objectif de cette coalition était (et continue d'être) de lutter contre une mesure législative visant à augmenter la capacité

du gouvernement de pouvoir surveiller les communications et transactions en lignes (le Projet de Loi C-30, dans sa plus récente incarnation).

La proposition législative a relevé de sérieuses questions liées à la protection de la vie privée. Ils ont mis en place une gamme de nouveau pouvoir désigné pour mobiliser des intermédiaires en ligne afin de faciliter la capacité de surveillance de l'État. Ceci inclus un accès illimité pour les identifiants en ligne, qui laisserait la police identifié tous commentaires anonymes en ligne sur demande. Également inclus est la facilité d'accéder des données considérées comme moins importantes telles que, les données de transmission et d'emplacement.

Suivant un tollé public significatif sur le sujet, le gouvernement a accepté de reconsidérer des éléments législatifs et l'a généralement mis en 'attente'.

### Loi C-11 Modernisé les droits d'auteurs

Le projet de Loi C-11 marque la culmination d'un effort de plusieurs années par le gouvernement fédéral du Canada d'amener le régime du droit d'auteur dans l'ère digitale. La Loi comportait plusieurs avantages pour les individus, incluant le droit de remixer le contenu à des fins non-commercial, le droit de déplacer le contenu d'un média à un autre (les Canadiens peuvent enfin mettre leurs Disques Compacts sur leurs iPod sans contrevenir à la loi!) et la reconnaissance que la parodie, la satire et l'éducation sont toutes des raisons légitimes pour *utiliser un droit* et, donc, de telles interactions sont exonérées de la protection du droit d'auteur en général si juste.

Un défaut massif dans la mesure est son adoption d'une protection stricte pour des activités de contournement. Contournant tous types de protection techniques sur une œuvre protégée est une violation, même si le but du contournement est de faire quelque chose légale tel que transférer un DVD sur son iPod.

## **Union internationale des télécommunications: ITU WCIT-12**

CIPPIC a joint une coalition internationale de groupes de la société civile en dénonçant des propositions faites par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) pour élargir son mandat afin d'inclure les communications Internet. La préoccupation est que l'UIT n'est pas bien adapté aux processus de gouvernance des multi-intervenants, qui ont fait de l'Internet ce qu'il est aujourd'hui.

Spécifiquement, l'UIT adopte des normes d'obligations directes au niveau international contrairement à des recommandations plus flexibles utilisées par d'autres lieux tel que l'OCDE. Additionnellement, le site de l'UIT est hostile envers les entrées directes soumises par les intervenants concernées telle que la société civile. En plus de sa participation dans une déclaration sur le sujet à travers la société civile internationale, CIPPIC était un membre du Comité Préparatoire Canadien pour WCIT-12 (CPC/ITU-WCIT12).

## **Modernisation de la Convention 108 du CDE**

La Convention 108 du Conseil de l'Europe, un document fondamental de la vie privée qui prend connaissance de la vie privée et un régime de la protection des données à travers le monde, est à l'étude. CIPPIC a soumis des commentaires détaillés sur un projet de propositions pour mettre à jour ce régime. CIPPIC a tiré de son expérience avec la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques pour pouvoir émettre des suggestions spécifiques sur un droit d'opposition trop étroit, des exceptions trop larges, et la nature du régime de notification des violations adopté dans les propositions.

## **Suivi en ligne & Vie Privée**

La poursuite du suivi en ligne est devenu une importante question contentieuse en 2011, avec des réglementations à travers le monde cherchant à résoudre ce qui est actuellement de manière efficace un buffet 'tout ce que vous pouvez manger' pour les tiers

parties cherchant à acheter et vendre les activités de navigation des utilisateurs. S'appuyant sur les propositions détaillées fournis à une consultation tenue par le Commissariat à la vie privée du Canada sur la poursuite en ligne à la fin de 2010, CIPPIC a surveillé les développements dans ce fichier, incluant la délivrance de deux documents de lignes directrices du CIPVP sur le sujet. Également, CIPPIC a participé activement dans le W3C Tracking Protection Working Group, les entités multi-intervenants chargés avec le développement d'un navigateur-basé sur un mécanisme de signalisation permettant aux utilisateurs d'informer les tierces parties qu'ils ne désirent pas se faire suivre.

## **OCDE Normes de confidentialités**

Les normes de confidentialité de l'OCDE sur la Protection des renseignements personnels et transfrontières de données sont, côte à côte avec la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel 108, un des deux documents de base qui ont eu un impact incalculable sur le développement de la protection de données à travers le monde. Dans le cadre des 30 années de révision de ce document fondamental, Industrie Canada a cherché à obtenir des parties prenantes pour guider ses observations pour l'OCDE. CIPPIC a contribué, appelant à un processus qui améliore le flux de données transfrontalières en offrant une solide protection de la vie privée des régimes nationaux.

CIPPIC a également appelé pour des changements clés aux directives, incluant l'addition de l'obligation de notification de violations des données, un droit à l'anonymat et à la prudence de toutes tentatives ayant pour but de développer des obligations individuelles.

## **Mesures Législatives anti-pourriels du Canada**

CIPPIC a joint Le Centre Pour la Défense de l'Intérêt Public dans une lettre au Ministère de l'Industrie, énonçant des préoccupations sur plusieurs

changements proposés sur les règlements d'Industrie Canada définis pour accompagner l'entrée en vigueur des Mesures législatives anti-pourriels du Canada (CASL/S.C. 2010, c. 23). Les préoccupations étaient qu'Industrie Canada cherchait à utiliser les règlements afin de miner les protections fondamentales des clients adoptés dans la législation elle-même en adoptant de larges éventails de dérogations.

### **Centre de soutien du vol d'identité**

CIPPIC a été actif en supportant la création et le développement de ce qui sera la source de soutien du fédéral Canadien des victimes de vol d'identité. Le Centre Canadien de Support du Vol d'Identité a été officiellement lancé en Juillet 2012 et va fournir une place pour les victimes de vol d'identité, un point focal pour stimuler et produire des recherches sur les questions de vol d'identité, et une source de documents d'éducation publique sur la sécurité en ligne, la vie privée et le vol d'identité.

### **Ouverture de consultations gouvernementales**

CIPPIC a contribué lors des consultations ouvertes du Gouvernement, tenue par le gouvernement fédéral sur les questions couvrant les données ouvertes et la transparence de la gouvernance. CIPPIC a appelé le gouvernement de relâcher l'emploi des licences de Creative Commons lors de la publication des données, de mandater le rejet de certains ensembles de données de grande valeur, et de créer une base de données en texte intégral de toutes les réponses d'accès aux demandes d'informations.

### **SOPA/PIPA Black-out**

CIPPIC a rejoint plusieurs groupes à travers le monde en noircissant leurs sites internet en signe de protestation du Stop Online Piracy Act (SOPA) & the Protect Intellectual Property Act (PIPA), deux propositions législatives circulant au Congrès et Sénat des États-Unis. Les lois recherchaient à développer le programme de saisie de noms de domaines des États-Unis en l'appliquant aux noms de domaines étrangers

accusés d'avoir enfreint les droits d'auteur. Compte tenu des implications internationales d'une telle pratique, CIPPIC s'est senti obligé de se joindre à la manifestation:



Pourvue du pouvoir des utilisateurs du gouvernement américain de saisir les domaines immatriculés à l'échelle nationale et de les rediriger à une page d'avertissement du gouvernement, plusieurs organisations dont CIPPIC ont mis 'en deuil' leur site internet pour la journée de protestation.

## **Litige //**

### **Audience Quintile de la CSC sur les droits d'auteurs**

Cette année fut une année très occupée à la Cour Suprême du Canada sur le plan du droit d'auteur. La plus haute Cour du Canada a entendu cinq cas conjointement, couvrant un large éventail de questions de bases concernant le régime du droit d'auteur du Canada.

CIPPIC avec l'aide du Professeur Jeremy de Beer, est intervenu dans les cinq, faisant valoir les droits des professeurs d'utiliser des matériaux dans les écoles, pour les règles des droits d'auteur qui n'entravent pas les mécanismes de soutien en ligne, et le droit des utilisateurs de prévisualiser le contenu en ligne tels que les fichiers musicaux sur iTunes avant d'acheter.

Les jugements de la Cour Suprême dans ces décisions variées a été largement considérés comme étant une déclaration forte sur l'innovation en ligne, neutralité technique et sur le champ d'application des droits des utilisateurs utilisant des matériaux protégés par les droits d'auteur. Également, la Cour a adopté une approche fondée sur l'objet de définir le rôle des

droits d'auteur collectif. Celle-ci a énoncé clairement que ces entités existent pour faciliter l'efficacité de l'affranchissement des droits d'auteur et des opérations de rémunération des artistes. En soi, les tentatives faites par des collectifs pour contraindre les mécanismes des droits d'auteur avec des coûts de transactions additionnel devraient être évitées.

### ***Crookes v. Newton, 2011 SCC 47***

La Cour Suprême du Canada a rendu sa décision sur la diffamation et d'hyperliens. L'intervention de CIPPIC dans cet appel avait mis l'accent sur la nécessité d'ajuster les principes traditionnels de diffamation afin de tenir compte de la liberté d'expression et les préoccupations de l'innovation. Une application stricte des principes historiques de la diffamation étoufferait les plates-formes en ligne et refroidirait complètement les comportements en ligne car tous les tweet seraient transformés en poursuite potentielle.

La décision a été une grande justification de la liberté d'expression en ligne, et a créé un fort précédent en faveur d'une approche flexible reconnaissant autant la liberté d'expression des individus, et le besoin de préserver le potentiel expressif de l'Internet dans son ensemble.

### ***A.B. v. Bragg Communications***

La Cour Suprême du Canada a accordé à CIPPIC l'autorisation d'intervenir dans ce cas, qui décidera la mesure par lequel l'anonymat et la vie privée des plaideurs doivent être protégés dans les processus judiciaires. Historiquement, les tribunaux ont statué que de permettre aux plaideurs de procéder de manière anonyme est une restriction injustifiable envers le principe d'audience publique. Dans ce cas particulier, les autres tribunaux avaient refusé à une jeune adolescente de poursuivre ses cyber-intimidateurs de façon anonyme.

### ***Canada Post Corporation v. Geolytica***

CIPPIC représente un entrepreneur contre les allégations qu'il avait enfreint les droits d'auteur de la

base de données des codes postaux de Poste Canada. Comme avocat de l'entrepreneur, CIPPIC allègue qu'une revendication du droit d'auteur dans les codes postaux est intenable et va trop loin dans les droits d'auteur. Les codes postaux sont des faits, et ne peuvent être protégés par le droit d'auteur.

## **Réglementation //**

### **Avis de Consultation de Telecom CRTC 2011-77: Basé sur l'utilisation de facturation & Neutralité de l'Internet**

CIPPIC a participé dans un Avis de Consultation de Telecom CRTC 2011-77, sur le rôle de 'utilisateur payeur' dans les fournisseurs d'Internet. CIPPIC a réussi à convaincre le CRTC de reconnaître les méfaits des politiques publiques de son système proposé de facturation basée sur l'utilisation, et d'adopter un nouveau modèle de tarif qui est conçu pour maximiser le marché de l'autonomie du FAI et le choix du client. CIPPIC a soutenu que la compétition était désespérément nécessaire au Canada afin de protéger les clients, favorisé en aval du processus d'innovation en ligne, et pour préserver la neutralité de l'Internet.

Une facturation fondée sur l'utilisation est intrinsèquement injuste pour les clients en ce qu'il est un système non transparent et impose des coûts de transactions mentaux sur les usagers qui agissent comme moyen de dissuasion lourde et disproportionné envers l'usage de l'Internet. Également, il y a peu de corrélation entre la constante hausse par Mo, taux imposés sur les utilisateurs d'Internet au Canada et le coût véritable de livraison par Mo pour les FAI concernés (ce dernier est fait en baisse et non en hausse).

La justification proposée pour la facturation de l'utilisation de l'Internet (UBB) – pour discipliner les utilisateurs qui utilisent plus l'Internet que la moyenne – est fondamentalement erronée. Le CRTC devrait encourager l'usage de l'Internet, et non l'étouffer. En présentant ces arguments pour le compte de son client

OpenMedia.ca, CIPPIC a été assisté par l'expert reconnu internationalement sur l'économie et le trafic des réseaux Dr. Andrew Odlyzko.

### **Tarification pour l'accès des droits d'auteurs dans les études postsecondaires, 2011-2013**

CIPPIC a continué de représenter l'Association Canadienne des Professeurs(es) d'Université et Fédération Canadienne des Étudiants(es) et leur opposition continuant envers un tarif controversé déposé par Access Copyright avec le Copyright Board. Le tarif veut amener une augmentation de %1,300 sur les frais facturés aux établissements postsecondaires. En justifiant cette augmentation phénoménale des frais, Access Copyright a clamé qu'il monétisait des activités tel l'affichage de liens hypertexte, quoiqu'il est douteux que le droit d'auteur protège même de telles activités.

### **Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2012-370: Fusion proposé de Bell/Astral**

CIPPIC est intervenue dans la proposition de la fusion de Bell Canada Enterprises et Astral Media, argumentant que le pouvoir que Bell gagnerait à travers la concentration extrême des marchés de télécommunications et de radiodiffusions doit être évité. La fusion proposée amènerait de sérieuses conséquences au détriment du choix des usagers, prix du marché et de l'innovation, et cela donnerait une concentration de pouvoirs sans précédents dans le domaine des marchés secondaires dans les mains d'une seule entité.

La soumission de CIPPIC était favorable à d'autres groupes tels que le Centre pour la Défense de l'Intérêt public, et axé à mettre en évidence les méfaits de la concentration qui résultent de la proposition d'un niveau intégration verticale. Le CRTC a finalement refusé la fusion.

### **Avis public de radiodiffusion et de consultation de Télécom CRTC 2011-344: Taxé les nouveaux médias**

Avec la prévalence récente de Netflix au Canada, le CRTC a décidé de réexaminer le rôle de la diffusion

des vidéos en ligne dans le cadre de ses obligations réglementaires en vertu de la Loi sur la radiodiffusion. Présentement, les vidéos en ligne sont exemptées d'obligations réglementaires générales imposées aux autres diffuseurs. CIPPIC a présenté des observations écrites ainsi qu'une présentation orale à une Commission de Banque qui a clos la session de consultation sur la question. CIPPIC a fait valoir que les plates-formes de diffusion vidéo en ligne ne doivent pas faire l'objet d'exigences canadiennes en matière de pourcentage de contenu, d'obligations de productions de fonds à cotisations, ou d'autres exigences réglementaires qui ne sont pas bien adaptés aux réalités de l'environnement en ligne et pourrait faire des plates-formes de distribution en ligne difficile, voire impossible.

## **Projets & Recherche //**

### **Les agents de l'État**

Grâce au généreux financement du Commissariat à la Protection de la Vie Privée du Canada, CIPPIC a mené un programme de recherche complet explorant le rôle croissant et changeant des intermédiaires de l'internet dans les activités de surveillance de l'État. Grâce à l'utilisation des requêtes ATI/FOI, ainsi que des enquêtes sur les sources d'informations et des experts dans le domaine, le projet a découvert l'utilisation des données publiques dans les réseaux sociaux qui sont utilisés dans le processus décisionnel gouvernemental. Il a également documenté et analysé les façons dont lesquelles les intermédiaires façonnent les attentes de confidentialité des utilisateurs et a fourni une analyse normative de l'impact qui en résulte sur les protections de la confidentialité. CIPPIC a organisé une table ronde pour discuter des questions/résultats avec les représentants des forces de l'ordre, FAI, le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, le département de la justice, universitaires et la société civile. Les résultats ont également été présentés sous forme de rapport, FAQ, et un baladodiffusion qui parle de la prospection des questions visant à sensibiliser la conscience du public.

## Creative Commons Canada

CIPPIC a joué un rôle actif dans les licences Creative Commons depuis l'ouverture de notre clinique et cette année, nous avons formalisé notre affiliation avec Creative Commons. S'alliant avec l'Université Athabasca et BC campus, nous avons rétabli une équipe d'affiliation de CC pour le Canada. Pour célébrer ce lancement, nous avons tenu un salon de Creative Commons en mars où des orateurs passionnants de partout au Canada ont parlé de données "ouvertes".

Avec le soutien financier de Geoconnections (un programme dirigé par Ressources naturelles Canada), CIPPIC a également étudié les possibilités pour les licences de Creative Commons d'aider les gouvernements et d'autres afin qu'ils puissent libérer leurs données de manière ouverte.

### ***"To Share or to Share-Alike?"***

CIPPIC a publié un rapport sur la nature des municipalités et des restrictions de licence sur l'information libérée à travers des portails de données ouvertes. Le rapport a conclu que, bien que les portails de données ouvertes ont conduit à de vastes avantages, l'imposition de *'share-alike'* condition d'octroi de licences a été un obstacle important à la réalisation de l'objectif sous-jacente de l'ouverture de jeux de données pour une utilisation publique – faciliter l'innovation en aval.

### **Projet CyberJustice**

CIPPIC, conjointement avec le Professeur Jane Bailey de l'Université d'Ottawa, de la Faculté de droit, participent à une initiative de recherche multidisciplinaire qui examine les impacts positifs et négatifs d'intégrer les nouvelles technologies dans le processus de découverte. Cela inclut l'étude des incidences sur la confidentialité de ces technologies ainsi que leur accès à la dimension de la justice. L'objectif est de fournir une base empirique pour l'adoption de ces technologies tout en veillant que leur adoption ne porte pas atteinte à la vie privée et l'accès à la justice. Le projet à une trajectoire de sept ans, et la première année consiste à

répertorier les technologies existantes, leurs utilisations et les participations entourant leurs adoptions.

### **"Comment: Redistribué l'ensemble de données par les portails de données ouvertes"**

De plus en plus nombreuses, des entités prennent des mesures pour libérer des données sur les rejets fixes pour procéder à l'innovation en aval et l'économie axée sur les données. Cependant, accompagnant ces rejets d'ensembles de données est un réseau de plus en plus complexe de restrictions de licence. Cela pose des problèmes pour toutes personnes essayant de mélanger les ensembles de données, puisque la plupart de ces régimes de licence ne permettent pas la réutilisation de leurs bases de données si les conditions de licence initiaux sont répliquées. Pour résoudre ce problème, CIPPIC a produit un guide de 'comment parvenir' avec des instructions précises sur la façon de fusionner plusieurs restrictions de licence dans une manière qui respecte les obligations établis par *'share alike'*, par exemple, l'ajout d'un 'licence.txt' sur de nouvelles œuvres qui énonce clairement quelle licence s'applique à quel jeu de données.

### ***"Leveling the Spectrum Policy Playing Field"***

CIPPIC, en conjonction avec OpenMedia.ca, a été co-auteur d'un rapport sur les préoccupations politiques soulevées par l'enchère du spectre 2012. Le rapport appelle à une mise en jachère de plusieurs bandes contigües pour les nouvelles ou récentes entrées, pour une ouverture saine de l'attribution des fréquences, et pour les conditions de licence garantissant la neutralité du net, le partage des tours et l'itinérance obligatoire.

### **Safety Net Canada**

CIPPIC, avec la BC Society of Transition Houses (BCSTH) et le National Network to End Domestic Violence (NNEDV) a reçu une subvention du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada pour faire la recherche des défis juridiques et techniques rencontrés par les victimes de violence conjugale au Canada. Le projet consiste d'une recherche détaillée sur les recours juridiques disponibles et des outils, et de matériel pédagogique et des ressources.

## Programme de stage d'été //

### Snoop Dogg [et, où, vs.] the Snoop Dogs: Réflexions sur l'avenir du Raisonnable Espérance de la vie privée

**18 Juillet, 2012:** Professeur Ian Kerr, Chaire de recherche du Canada en éthique, droit et technologie, Université d'Ottawa.

### Cyber-insécurité et les problèmes de confidentialité

**4 Juillet, 2012:** Dave McMahon, Programme de sécurité complexe, Bell Canada.

### Débat sur les Frantômes du Réseau Neutre US: Une perspective inter-textuelle sur l'évolution des politiques

**27 Juin, 2012:** Becky Lentz, Professeur de media et politique publique, Université McGill, Département d'Histoire de l'Art et Études en Communication.

### Jeux Vidéos 101: Un aperçu de l'industrie

**20 Juin, 2012:** Jason Kee, Directeur des Affaires politiques et juridiques, Entertainment Software Association of Canada.

### Canada's Copyright Forest

**13 Juin, 2012:** Michael Geist, Chaire de recherche du Canada de l'Internet et les règles de droit applicables à l'Internet et au commerce électronique, Université d'Ottawa.

### Une pratique du Droit d'auteur

**6 Juin, 2012:** Jay Kerr-Wilson, Partenaire, Fasken Martineau DuMoulin.

### Cartes de données, Location & Droit

**30 Mai, 2012:** Teresa Scassa, Chaire de recherche du Canada en droit l'information, Université d'Ottawa & Tracy Lauriault, Chercheuse, Université Carleton.

## Déconstruire C-30

**18 Mai, 2012:** Jacob Glick, Conseiller principal en politiques, Google Canada.

### Appropriation Art: Le fossé se creuse entre la pratique artistique et le Droit

**9 Mai, 2012:** Gordon Duggan, Co-fondateur, Appropriation Art Coalition.

## Présentations de l'équipe //

### Surveillance en ligne: Où se placer?

**Présentation:** Maintenir le progrès : Terre-Neuve et Labrador Atelier sur Access et Intimité 2012, St. John, Juillet 18, 2012

David Fewer, locuteur

### Licence pour contenu ouverte pour les éducateurs

**Atelier en ligne:** OER Foundation, 20 Juin, 2012.

Kent Mewhort, Facilitateur

### Droit d'auteur 2012

**Séance de développement professionnelle:** 45eme Circuit – Forum de droit, Ottawa, 5 juin, 2012

David Fewer, Modérateur

### Politiques de la vie privée: La perspective du consommateur vis à vis les pratiques de votre organisation

**Séance de développement professionnelle:** Association Canadian du Barreaux, Toronto, 31 mai, 2012

David Fewer, orateur

### Salon Creative Commons

**Conférence:** 30 Mars, 2012, Université d'Ottawa

Kent Mewhort, Organisateur de l'évènement



## Les licences Creative Commons: Avantages pour l'utilisateur et les utilisateurs de données

**Présentation:** Salon Creative Commons, 30 Mars, 2012, Université d'Ottawa

Tamir Israel, Présentateur

## Compatibilité Creative Commons & Adoption de licence

**Discussion Table Ronde:** Salon Creative Commons, 30 Mars, 2012, Université d'Ottawa

Kent Mewhort, Facilitateur

## Projet de Loi C-11: Une discussion Informelle

**Discussion Panneau:** Université de Carleton, Université d'Ottawa 6 Mars, 2012

Tamir Israel, Présentateur

## Comment votre Téléphone Intelligent vous espionne!

**Présentation:** Série de conférences de l'Association des étudiants en Droit et Technologie de l'Université d'Ottawa, 16 Février, 2012

Tamir Israel & Kent Mewhort, Présentateur

## Le projet de Loi C-30: Forum public sur la surveillance de l'Internet

**Mairie:** Ottawa, 8 Février, 2012

Tamir Israel, co-organisateur

## Canada et le TPP

**Discussion Table Ronde:** *Droit d'auteur et l'internet*, Programme Université Américaine sur l'information, justice et propriété intellectuelle, Los Angeles, 30, janvier 2012

David Fewer, intervenant

## La vie privée dans la conception du système & Responsabilité pour le développement de logiciels

**Conférenciers invités:** CSI 2911 Pratique professionnelle en informatique, École de science informatique et de génie électrique (ESIGE), Université d'Ottawa, 25 Janvier, 2012 & 14 Mars, 2012

Tamir Israel, Conférencier invité

## La Court Suprême du Canada sur les séries de droit d'auteur

**Discussion Table Ronde:** Séries de table rondes en droit de la technologie de Torys, Université d'Ottawa, 22 novembre, 2011

David Fewer, intervenant

## La votre, la mienne et notre: une table ronde sur l'usage équitable et les droit d'auteur au Canada

**Discussion Table Ronde:** Claw UOttawa, Société de droit Créative Université d'Ottawa, 14, novembre 2011

David Fewer, Modérateur

## Les nouveaux médias: Stratégies pour maximiser la présence du contenu en ligne au Canada

**Présentation:** Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes Consultations des intervenants de *banke Stakeholder*, 16 Novembre, 2011, Ottawa

Tamir Israel, Présentateur

## Vie privée / protection de donnée sur l'internet

**Panneau:** *Conseil Canadian sur droit international, 40 conférence annuelle: Culture et Innovation en droit international*, Ottawa, 4 novembre, 2011

David Fewer, intervenant

---

À l'année prochaine!

---